

PERMANENT MISSION OF TUNISIA  
TO THE UNITED NATIONS  
31 BEEKMAN PLACE  
NEW YORK, N.Y. 10022



البعثة الدائمة للجمهورية التونسية  
لدى منظمة الأمم المتحدة  
بنيويورك

R.L/2019

## **Déclaration au nom de la Tunisie**

**débat général du**

**Forum de l'ECOSOC sur le suivi du financement du  
développement**

(New York, 18 Avril 2019)

**Statement of Tunisia**

**general debate**

**of the ECOSOC Financing for Development (FFD) Forum**

(New York, 18 April 2019)

**Madame la Présidente,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs,**

Je tiens tout d'abord, à vous exprimer mes félicitations les plus sincères pour l'organisation réussie du Forum sur le Suivi du Financement du Développement 2019. Je souhaite également faire part de mes remerciements aux co-facilitateurs, les Représentants Permanents de l'Italie et de la Zambie, qui ont su avec beaucoup de sagesse rassembler le consensus des Etats membres autour de la déclaration ministérielle.

Ma délégation s'associe, d'autre part, aux déclarations faites par les Représentants de la Palestine au nom du Groupe des 77 et la Chine, et du Rwanda au nom du Groupe Africain.

**Madame la Présidente,**

Quatre ans après l'adoption historique de l'Agenda 2030 et du Plan d'Action d'Addis-Abeba, le monde reste encore si loin de réaliser les objectifs ambitieux de développement durable.

A ce titre, la Tunisie prend note du rapport du Groupe de réflexion inter-institutions sur le financement du développement 2019 qui a tiré la sonnette de l'alarme en alertant qu'à défaut d'un changement des systèmes financiers nationaux et internationaux, nos pays échoueront à éradiquer la pauvreté d'ici 2030 et à lutter efficacement contre le changement climatique.

La situation est d'autant plus alarmante pour nous que l'Afrique reste le continent qui souffre le plus de pauvreté et de formes de misère.

Remplir nos engagements pris notamment en vertu de l'Agenda 2030, du Plan d'Action d'Addis-Abeba et de l'Accord de Paris est indispensable si l'on souhaite véritablement parvenir à un monde prospère, juste, équitable et durable.

La Tunisie, qui est en train de parachever sa transition démocratique, réitère à cette occasion, sa détermination à réaliser les ODD et à mettre en œuvre les engagements du Plan d'Action d'Addis-Abeba et de l'Accord de Paris en vue d'améliorer les conditions de vie de son peuple et de garantir un avenir meilleur pour ses générations futures.

C'est à cette fin que le Gouvernement Tunisien, malgré une conjoncture transitionnelle difficile, est en train d'améliorer la mobilisation des ressources nationales, notamment à travers la lutte contre l'évasion fiscale, l'amélioration du climat d'investissement et la lutte contre la corruption.

**Madame la Présidente,**

La Tunisie réaffirme la nécessité de revitaliser le partenariat mondial pour le développement.

Dans ce cadre, nous tenons à souligner l'importance de l'aide publique au développement et des autres financements concessionnels pour aider les pays en développement.

A cette fin, mon pays réitère l'appel lancé aux pays développés pour qu'ils respectent leurs engagements mondiaux respectifs. L'APD devrait être alignée sur les priorités nationales et les stratégies de développement des pays bénéficiaires.

Une attention particulière devrait être accordée aux pays à revenu intermédiaire pour les aider à surmonter les difficultés économiques et les pressions sociales auxquelles ils sont assujettis.

D'autre part, comme il a été souligné par le Groupe Africain, nos pays en développement ont besoin d'investissements directs étrangers de qualité et à long terme. Ces IDE nous aideront à lutter contre le chômage et réduire considérablement la pauvreté surtout dans les zones défavorisées.

Dans la même veine, l'appui de nos partenaires est essentiel pour aider à bâtir des infrastructures durables et résilientes capables de répondre aux besoins des investisseurs et de la population.

La Tunisie appelle également la communauté internationale à déployer tous les efforts nécessaires pour lutter contre les flux financiers illicites, renforcer la coopération fiscale internationale pour lutter contre l'évasion fiscale et coopérer ouvertement pour faciliter la récupération des fonds spoliés, dont mon pays est l'une des victimes.

La Tunisie souligne, en outre, l'importance de renforcer les capacités des pays en développement et de faciliter leur accès aux financements verts pour lutter contre le changement climatique, ainsi que de faciliter le transfert de technologie vers les pays en développement et de soutenir les investissements dans les domaines scientifique et technologique.

Il est indéniable que la science, la technologie, l'innovation sont essentiels pour réduire la fracture numérique et combler le fossé des inégalités entre le Nord et le Sud.

Dans ce contexte, je voudrais souligner la volonté de la Tunisie de s'engager pleinement dans des programmes de coopération sud-sud et triangulaire fondés sur son expérience réussie en Afrique et dans la région arabe dans les secteurs des télécommunications, de banque, d'infrastructure, de planification familiale et autres.

**Madame la Présidente,**

Pour conclure, la Tunisie réitère la nécessité pour la communauté internationale de renforcer la coopération pour le développement et de dépasser les malentendus et les visions restreintes pour atteindre un modèle mondial de financement du développement juste et équitable capable de sauver les millions de vies humaines qui souffrent de la misère et de la pauvreté, et d'aider tous les pays, tous les peuples à atteindre les objectifs de développement durable auxquels nous aspirons tous.

Merci pour votre attention.